

Commerces, facs... à l'épreuve du reconfinement

La directrice d'un magasin de déco à Saint-Malo refuse de fermer pour le confinement. Elle a pensé vendre des baguettes pour que son commerce soit considéré de première nécessité.

Les gens d'ici

Elle n'en dort plus depuis plusieurs jours et a les nerfs à vif. « Je suis révoltée de l'injustice avec laquelle on traite les chefs d'entreprise. Encore une fois, on pénalise les commerçants indépendants quand les grandes chaînes et les supermarchés vont se gaver », expose-t-elle, sans détour.

À la suite de l'annonce d'un nouveau confinement, Sylvie Scotti a décidé de ne pas se plier aux règles. Cette directrice d'un magasin de décoration et d'ameublement de standing ne fermera pas son commerce, situé à l'entrée de Saint-Malo. « J'y ai pensé toute la nuit et j'en ai parlé à mes salariés ce matin. Ils sont prêts à me suivre », explique l'entrepreneuse. Album de famille est prêt à braver l'interdit.

« Douze salariés à faire vivre »

Sylvie Scotti joue son va-tout avec une telle décision. « Je sais que je prends des risques, que je peux avoir des sanctions. Mais j'ai des prêts, douze salariés et leurs familles à faire vivre et la mienne également. J'aime mon métier, j'adore mes clients, énumère-t-elle, l'émotion dans la voix et les larmes aux yeux. On veut me casser mon jouet, ce n'est pas possible. »

Le premier confinement a déjà beaucoup fragilisé l'entreprise, qui compte deux magasins, à Saint-Malo et à La Richardais. « J'ai perdu 450 000 € en mars-avril. Si nous fermons encore deux mois, j'estime les pertes à 600 000 €. Ce serait une catastrophe. »

Alors elle a déjà pensé à tout. Dans ses 700 m² de show-room, elle peut limiter l'affluence, privatiser le magasin sur rendez-vous et même trans-



Sylvie Scotti, directrice d'un magasin de décoration et d'ameublement, veut garder son magasin ouvert pendant le confinement. Elle propose donc de vendre des baguettes.

porter ses clients de chez eux à la boutique dans le monospace qu'elle a fait désinfecter.

Pas plus dangereux qu'un supermarché

« Si on veut me faire fermer, j'attends qu'on me démontre que mon maga-

sin est plus dangereux en termes de contamination qu'un supermarché », défie-t-elle.

Et si les autorités viennent la contrôler, elle a déjà trouvé la parade : « J'ai acheté un stock de baguettes. Si je fais dépôt de pain, alors je suis un commerce de première nécessité. »

Derrière la blague, un profond désarroi se fait sentir. Celui des commerçants indépendants, au bord du gouffre, qui refusent de plonger. Un cri du cœur de la part de celle qui espère tant faire des émules...

Émilie CHASSEVANT.

JouéClub ferme, mais pas ses concurrents



Au magasin JouéClub de la rue d'Isly à Rennes, les derniers achats avant fermeture.

PHOTO : THOMAS BREGARDIS / OUEST-FRANCE

« L'État nous impose de fermer, donc nous respectons la loi, sauf que les grandes surfaces, qui vendent aussi du jouet, et les plateformes comme Amazon ou C Discount vont continuer. » Et ce boulevard ouvert aux géants de la distribution, Aymeric Leconte le voit comme une « concurrence déloyale », « c'est inéquitable. »

« Décontractez-vous ! »

Le commerçant indépendant est à la tête d'une entreprise familiale qui, depuis soixante ans, exploite des magasins JouéClub à Rennes, Thorigné-Fouillard et Chantepie. Il a le sentiment d'être sacrifié sur l'autel de la crise sanitaire. « Ces plateformes de e-commerce l'ont bien compris, elles communiquent depuis quelques jours pour dire aux clients de « ne pas s'inquiéter, décontractez-vous ! »

Dans l'entreprise Leconte, en revanche, c'est l'inquiétude. « Noël c'est 50 % de notre chiffre. Nous avons reconstitué nos stocks pour cette période, c'est beaucoup d'argent investi. Le 24 décembre au soir, je devrai régler mes fournisseurs. Mais si je ne vends rien... »

Ces derniers jours, avec la perspective du reconfinement, c'est la foule dans les magasins de jouets. « Chez nous aussi, surtout dans les magasins de la périphérie. Ce jeudi soir, on restera ouvert tant qu'il y aura du monde, mais à minuit c'est fini. »

Et après ? Aymeric Leconte croise les doigts : « On espère que l'État va nous autoriser, comme à la fin du premier confinement, à relancer le drive que l'on pratique déjà depuis quelques années. » Le principe ? Les clients commandent sur le catalogue en ligne, puis passent au magasin récupérer leur commande.

Aymeric Leconte espère que le gouvernement, « qui est en train de nous lâcher », va mesurer les conséquences de ses décisions et assouplir les règles. « Les jouets doivent être considérés, eux aussi, comme un besoin essentiel, un produit de première nécessité, à l'approche de Noël. » Sauf que ces derniers temps, les petits commerçants, à l'image des patrons de bars et de restaurants, ne croient plus vraiment au Père Noël.

La liste des magasins de première nécessité n'est d'ailleurs pas établie.

Laurent LE GOFF.

Dans les universités, les campus vont rester déserts

Près de la station de métro Villejean-Université, à deux pas de la fac de Rennes 2. Le temps de charger le coffre avec quelques affaires vite rassemblées, et la voiture démarre. Pour beaucoup d'étudiants, le reconfinement est synonyme de retour à la maison, dans les familles, pendant un mois.

À partir de vendredi, les campus vont tourner au ralenti, se mettre en hibernation pour quatre semaines.

Mieux préparé

« Le confinement, cette fois, on l'aborde plus sereinement, confirment Lucie et Louise, deux étudiantes en 5^e année de pharmacie, croisées sur le campus santé de Rennes 1. Lors du premier confinement, au printemps, tout le monde avait été pris de court, la fac n'était pas préparée. Cette fois, c'est bien mieux organisé. »

Elles ne sont pas étonnées par les annonces gouvernementales. « J'étudie la pharmacie en officine, je suis régulièrement à l'hôpital, raconte Lucie. Au cours des dernières semaines, on a vu les chiffres du covid monter en flèche. Le reconfinement devenait nécessaire, c'est même un soulagement. »

Les deux copines de promo n'ont pas besoin de faire leurs valises, elles sont Rennaises. « Les cours en présentiel s'arrêtent, mais pour nos stages à l'hôpital, on attend encore. On espère qu'ils seront maintenus.



À l'université Rennes 2, dans le quartier de Villejean, la bibliothèque universitaire est ouverte pour quelques heures encore...

PHOTO : OUEST-FRANCE

Avec le regain de l'épidémie, on est prêts à se rendre utile auprès des malades. »

« Seul chez soi, face à son cours »

Un peu plus loin, Gabrielle et Anastasia sont aussi étudiantes en pharmacie, mais en 3^e année. Elles sortent de la bibliothèque universitaire, la BU, où elles se retrouvent presque tous les jours pour potasser leurs cours. « Ici, c'est un peu notre quartier général, rigolent-elles, en s'accordant une pause. Espérons qu'elle va rester ouverte, mais c'est peu probable. C'est difficile d'être chez soi, seule, face à son cours, parfois dans une

chambre de 9 m² avec peu d'espace. »

Même chose pour le restaurant universitaire, lui aussi très fréquenté habituellement. « S'il ferme, cela veut dire la fin des repas à 1 € pour les étudiants boursiers. Faire les courses, faire à manger soi-même, ça pèse sur le budget. »

Les deux filles restent aussi à Rennes, car leurs travaux pratiques seraient maintenus d'après elles. À vérifier tout de même. « Tant mieux si on peut se voir, voir nos profs, pendant quelques heures. C'est essentiel pour garder le moral. »

Olivier BERREZAI.

Dans les collèges et les lycées, « il faut alléger les effectifs »

Face à l'aggravation de l'épidémie de Covid-19, Emmanuel Macron a annoncé le reconfinement du pays. Sauf dans les écoles, collèges et lycées, où les élèves vont faire leur rentrée lundi. « Le retour à l'école est une bonne nouvelle, admet Gwenaél Le Paih, le secrétaire général du Snes-FSU Bretagne, principal syndicat du second degré. C'est important de veiller à une continuité dans les apprentissages. »

Garder les établissements ouverts, « mais dans des conditions sanitaires strictes, car il faut veiller à la santé des élèves, de leurs familles et des personnels », insiste Gwenaél Le Paih. Le ministre a annoncé un protocole renforcé, mais le seul qui existe pour l'instant, c'est le port du masque. Rien n'a été fait depuis la rentrée. Et on ne voit pas ce qui va pouvoir être fait en quatre jours, d'ici lundi. »

Avec l'hiver qui arrive, même l'aération régulière des locaux va poser



Quel protocole sanitaire pour les collèges et lycées qui échappent au reconfinement ?

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

problème. « En Allemagne, les établissements ont été équipés de purificateurs d'air, la France devrait s'en inspirer », ajoute Gwenaél Le Paih,

qui souhaite aussi que les masques soient gratuits. Une revendication déjà formulée en septembre, quand le ministre avait affirmé qu'il s'agissait d'une fourniture scolaire comme une autre.

Faire alterner les groupes ?

Plus largement, le secrétaire général du Snes-FSU Bretagne alerte sur la nécessité « d'alléger les effectifs et les programmes ». Le mieux, selon lui, serait, par exemple, d'alterner entre jours de présence en classe et jours d'enseignement à distance, afin d'accueillir des groupes réduits, alors que les classes peuvent dépasser, depuis la rentrée, les trente élèves. Cela permettrait aussi de limiter l'affluence au self et dans les couloirs.

Il demande aussi un report des épreuves de contrôle continu qui précèdent le bac, pour les élèves de première et de terminale. Elles doivent se tenir en janvier, puis en mars.

O. B.

« La priorité, c'est la sauvegarde des postes » dans les clubs

« On s'adaptera. » La phrase revient aussi vite que le rebond d'un ballon de basket dans les discussions avec les responsables d'associations sportives de la métropole rennaise. Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, ils revoient constamment les dispositifs, s'accrochent aux nouvelles restrictions, ferment puis rouvrent, s'ajustent. Après l'annonce d'un nouveau confinement national, et alors que des compétitions amateurs ont été suspendues, ils attendaient, hier, « avec appréhension » les modalités qu'ils devront adopter jusqu'au 1^{er} décembre, au plus tôt.

Même pour les mineurs ? Quid des activités scolaires et périscolaires ? « On est tous dans le même panier avec cette épidémie, admet Raoul Perron, le président de l'association de la Tour-d'Auvergne (T-A) de Rennes. Pour les adultes en salle, c'est déjà à l'arrêt depuis le couvre-feu. Pour le reste, en fonction des décrets, on s'adaptera avec agilité, comme depuis le début de la crise. Si l'on ne peut plus qu'accueillir les

scolaires, on gardera un régime à minima. »

Christophe Bouetel, directeur de Rennes pôle association, tient un discours similaire. « C'est une période difficile. Qui pourra-t-on accueillir ? Quels équipements resteront ouverts ? se demande-t-il. Il faudra que l'on gère tout cela, encore une fois. »

Des inscriptions à la baisse

À commencer par le personnel. La T-A de Rennes emploie 38 salariés, dont 18 avec un équivalent temps plein. « On aura recours au chômage partiel. Reste à savoir dans quelle proportion », regrette Raoul Perron. Pour lui, comme pour Christophe Bouetel, qui emploie six personnes, « la priorité, c'est la sauvegarde des postes ».

Le directeur de Rennes pôle association se souvient de la sortie du confinement, au printemps, où « on s'en était bien sorti. Les adhérents étaient solidaires, ils n'avaient pas demandé le remboursement ». Or ce retour forcé chez soi arrive au début



PHOTO : FOTOLIA

de la saison, alors que les inscriptions ont baissé d'un tiers à la rentrée – sauf pour le basket – et que les sections futsal et roller n'ont pu être relancées. « Si le confinement ne dure qu'un mois, on s'en sortira, on prolongera la saison pour que les adhérents s'y retrouvent. Mais s'il dure plus longtemps, je ne sais pas encore... »

Baptiste LANGLOIS.

École : le syndicat SnuiPP-FSU 35 préfère une rentrée mardi

Le syndicat SnuiPP-FSU 35 se félicite de voir les écoles rester ouvertes pendant le reconfinement, « pour ne pas une fois de plus accroître les inégalités scolaires, notamment pour les enfants des familles populaires », mais il souhaite des garanties sanitaires.

« Afin de préparer le retour des vacances d'automne dans ce nouveau contexte, la rentrée des élèves doit être repoussée, au mardi 3 novembre, dans les conditions prévues pour rendre hommage à Samuel Paty », écrit-il. Il recommande

l'accueil de demi-groupes d'élèves permettant ainsi la distanciation physique. « L'accueil de l'autre partie des élèves par des structures périscolaires, avec une rotation des groupes, permettrait une scolarisation à mi-temps de tous les élèves. »

Le SnuiPP-FSU 35 souhaite aussi que tous les équipements nécessaires soient prévus (masques, gel hydroalcoolique, nettoyage, sanitaires en nombre suffisants, moyens d'aération renforcés...) et « le retour à une mise à l'abri des personnels vulnérables ».

Le masque est rendu obligatoire pour les élèves à partir du cours préparatoire, « mais il ne pourrait, à lui seul, remplacer la distanciation et le non-brassage ».

Dans le cas d'une fermeture d'école, « l'administration doit fournir les moyens matériels d'un maintien du lien scolaire à distance ».

Le syndicat demande davantage de moyens, notamment en personnel, et regrette « cette impréparation permanente que l'école, les élèves et les personnels subissent depuis mi-mars ».